Les Kabyles du XXème

1871 : une histoire « Commune »

1871, une année de lutte ... en France et en Algérie

En Algérie, la politique française tend à morceler les tribus et à diminuer l'influence des grandes familles. Avant tout autre, les notables se sentent menacés par la promesse de mesures telles que la libération des *khammès (métayers qui recevaient le cinquième de la récolte contre leur force de travail),* la confiscation de leurs terres ou des impôts considérables. Peu à peu la révolte nobiliaire enfle, celle des *djouad ou* noblesse d'épée qui posséde souvent des terres (avec les lignages maraboutiques, cette classe sociale constitue l'une des deux castes aristocratiques de la société algérienne traditionnelle) précédant de peu la révolte populaire.

Cette insurrection de 1871 va prendre son essor dans l'Est du pays, particulièrement dans les régions berbérophones de Kabylie. Cette révolte provient d'abord de l'échec de la politique française depuis 1830 notamment sous le Second Empire. En effet, le régime de l'indigénat a été appliqué dans les territoires du second empire colonial français depuis le milieu du XIXe siècle, pour n'être modifié qu'en 1928 et enfin aboli en 1946. Malgré une demande du mouvement des Jeunes-Algériens de la suppression de ce code d'exception en 1908 et 1912, suivie d'une autre de la Ligue des droits de l'homme lors de son 20e Congrès, en 1924.

Plusieurs mouvements de révolte préludent à la grande insurrection. Le premier, qui éclata le 20 janvier 1871, est sans doute le plus significatif. Celui-ci met en cause une institution, celle des spahis, qu'on veut faire venir en France pour faire la guerre contre la Prusse, alors qu'il était entendu que ceux-ci ne devaient pas quitter leur pays. En février, d'autres révoltes apparaissent, et l'autorité française semble incapable de maintenir l'ordre, ce qui encourage un homme comme le bachaga Mokrani à déclencher la grande révolte.

Outre celles déjà citées, plusieurs causes à cette révolte dont une famine et un appauvrissement des foyers kabyles à la suite d'un hiver rigoureux en 1868-69, et surtout la fin des « bureaux arabes » (structures administratives mises en place par la France après la conquête de l'Algerie en 1830) remplacés par un régime civil qui allait coûter cher aux populations locales, par une domination accrue des colons, et une aggravation de la spoliation de leurs terres.

Le 15 mars 1871, la révolte est menée depuis le massif montagneux des Bibans en Kabylie par le cheikh El Mokrani et son frère BouMezrag, tous deux rejoints par le cheikh El Haddad. Elle soulève environ 250 tribus, soit un tiers de la population de l'Algérie. El Mokrani se retrouve à la tête de 120 000 combattants (200 000 selon les chiffres de l'Armée française).

La répression est terrible. Après en avoir fini avec les communards, des troupes françaises arrivent en renfort fin mai 1871. Le 30 juin 1871, le fils Aziz al-Haddad se rend et le 13 juillet le cheikh al-Haddad est capturé. L'insurrection ne prend définitivement fin qu'après la capture de BouMezrag, le 20 janvier 1872.

Outre une contribution de guerre de 36,5 M de francs or imposée aux tribus insurgées, 446 000 hectares de terres sont séquestrés. Les kabyles sont rejetés vers les montagnes, les principaux chefs sont déportés en Guyane française ou en Nouvelle-Calédonie.

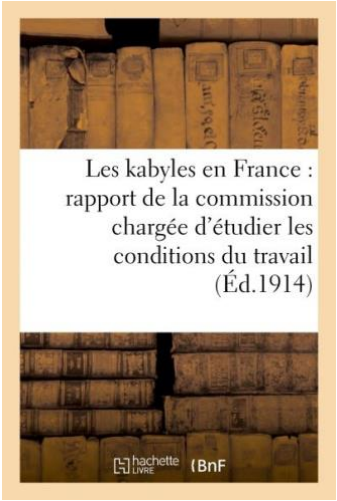
Et alors, le XXème arrondissement dans tout cela ?
Azziz El Haddad, une des deux figures de proue du groupe de déportés en Nouvelle-Calédonie, rencontre ses compagnons d'infortune dont Louise Michel, et Eugène Mourot, tous deux anticolonialistes, ce qui était rare à l'époque, même chez les communards. Dans ses mémoires, Louise Michel écrit : « Un matin, dans les premiers temps de la déportation, nous vîmes arriver dans leurs grands burnous blancs, des Arabes déportés pour s'être, eux aussi, soulevés contre l'oppression. Ces orientaux, emprisonnés loin de leurs tentes et de leurs troupeaux étaient simples et bons et d'une grande justice ».
Alors que l'amnistie générale est déclarée en juillet 1880 pour « tous les condamnés pour faits relatifs aux insurrections de 1871 et à tous les condamnés pour crimes ou délits relatifs à des faits politiques », les algériens, au contraire des parisiens, sont maintenus en résidence en Nouvelle-Calédonie. Azziz El Haddad, lui, décide de s'enfuir via l'Australie.
Eugène Mourot, devenu conseiller municipal de Nouméa et vice-président de l'Union démocratique de propagande anticléricale, préférera ne rentrer en France qu'en 1884. C'est ainsi que, fidèle aux amitiés nouées en captivité, à son retour en France, il offre l'hospitalité à Azziz El Haddad, recherché par toutes les polices pour évasion. Ainsi, cette figure emblématique de la révolte kabyle, fils du Cheick de la Rahmaniya, meurt chez son ami et compagnon de déportation Eugène Mourot le 22 août 1895, au 45 boulevard de Ménilmontant, en face du cimetière du Père-Lachaise, le jour même où, enfin graciés, quelques rares survivants de la « Commune kabyle » embarquaient à Nouméa pour rentrer au pays. Une collecte effectuée parmi les anciens communards déportés permit le rapatriement du corps du défunt en Algérie.

La Grande Guerre et l'arrivée de main d'œuvre coloniale

« Avant la première guerre mondiale, l'émigration kabyle vers la métropole était constituée de ce que l'on appelait à l'époque les convoyeurs kabyles ; il existait entre la France et l'Algérie un va-et-vient continuel de bateaux qui opéraient des transferts massifs de bovins et de chevaux. Pendant longtemps, la Kabylie fut la principale pourvoyeuse de cette main-d'œuvre ». écrit **K. Direche-Slimani** dans son article « Kabylie : L'émigration kabyle » du n° 17 d'Encyclopédie Berbère, 1996. En ce début de XXème siècle, le besoin de main d'œuvre amène de plus en plus de Kabyles à venir travailler en France. Le Directeur de l'Office de l'Algérie à Paris fait procéder à l'ouverture d'une **enquête en 1912** dans toutes les préfectures de France. Elle révèlera la présence de près de 10 000 Kabyles selon Karima Direche, résidant principalement à Marseille, Clermont-Ferrand, Paris et dans le bassin houiller du Pas-de-Calais. Au lieu de se cantonner autrefois aux métiers de colporteurs, ils étaient pour la plupart employés dans des établissements industriels ou miniers. Ainsi, à Marseille, ce fut l'huilerie Maurel et Prom qui, la première, recruta la main-d'œuvre Kabyle. « Ces ouvriers étaient presque tous originaires de Tizi-Ouzou, d'Azeffoun, de Michelet (aujourd'hui Aïn El Hammam) et surtout d'Azazga ».

Depuis août 1914, la France est en état de siège et dès ce moment, la pénurie de main-d'œuvre masculine nationale s'impose aux autorités françaises comme un des problèmes les plus aigus. La féminisation du marché du travail et le nombre relativement faible des prisonniers de guerre s'avèrent insuffisants, si bien que le recours aux travailleurs étrangers, coloniaux et chinois apparaît une solution nécessaire. Si les flux de travailleurs dits « libres » ne sont pas négligeables, en réalité la très grande majorité des étrangers et des coloniaux sont recrutés par l'État français. Officiellement, plus de 225 000 coloniaux et chinois (soit plus de 7% de la main-d'œuvre militarisée et 16% de la main-d'œuvre civile dans les usines

d'armement pour toute la durée du conflit) et au moins autant d'étrangers ont travaillé sur le sol métropolitain pendant la guerre. Répartis comme suit : environ 75 000 Algériens ("Kabyles"), 35 000 Marocains, 18 500 Tunisiens, 5 500 Malgaches, 49 000 Indochinois. En Algérie ces travailleurs sont réquisitionnés à partir de 1916.



Les entreprises, souvent durement atteintes par la mobilisation de leurs effectifs, ne peuvent plus recruter librement de la main-d'œuvre à l'étranger. C'est donc l'État — dans le cadre notamment de l'immense réorganisation de la production industrielle incarnée en particulier par le sous-secrétariat d'État à l'Artillerie et aux Munitions confiée — qui prend en charge, pour la première fois, le recrutement massif de travailleurs, leur acheminement, leur placement dans les usines ou les campagnes et même la gestion de leur vie quotidienne. Ce sont ainsi quelque 500 000 travailleurs qui sont recrutés selon des modalités variables.

Le SMOE (Service de main d'œuvre étrangère) s'occupe exclusivement de la main-d'œuvre "blanche" ou "européenne", tandis que le SOTC (Service de l'organisation des travailleurs coloniaux) a en charge les travailleurs coloniaux.

La SMOE dépend du ministère de l'Armement à partir du 1er janvier 1916 pour finalement être rattaché au ministère du Travail par le décret du 18 octobre 1917. Le SOTC est aussi créé le 1er janvier 1916. Le ministère de la Guerre et celui des Colonies s'en disputent parfois la possession. Globalement toutefois, le SOTC s'occupe de tout ce qui concerne les travailleurs coloniaux en France, tandis que le ministère des Colonies prend en charge le recrutement.

À leur arrivée, les travailleurs coloniaux sont conduits au dépôt de Marseille, où ils subissent une visite médicale et où ils sont immatriculés. De là, ils sont dirigés vers des groupements sous l'autorité de commandants régionaux, d'où ils sont ensuite envoyés vers leurs lieux de travail. Des contrôleurs militaires de la main-d'œuvre circulent d'usine en groupement et font remonter leurs observations au Service central.

En fin de compte, plus de la moitié de la main-d'œuvre étrangère et coloniale a été employée dans les industries de guerre, un tiers environ dans l'agriculture et le reste a été assigné à diverses tâches (terrassement, construction, mais aussi emplois de service). Les travailleurs coloniaux et étrangers sont présents sur l'ensemble du territoire. En 1918, les étrangers (incluant les coloniaux) représentaient 20 % environ des travailleurs des usines de guerre.

L'**enquête Louis Massignon en 1921**, recensait près de **12.000 travailleurs Kabyles dans l'agglomération parisienne** dont 2700 aux usines Renault à Billancourt, 7.000 aux usines Citroen à Clichy et Levallois, 2500 laveurs de voiture à Saint-Ouen, Levallois et Aubervilliers. Il localisait les principaux centres d'hébergement des Kabyles à la Villette, le long du canal de l'Ourcq et rue des Flandres (XIXème arrdt), Grenelle et avenue du Maine, avenue d'Italie, boulevard de la Gare, rue de la Glacière et d'Alésia (XIIIème et XIVème).

Bien que le XXème ne soit pas indiqué dans cette enquête, on voit que les kabyles s'installent principalement dans l'est parisien, rive droite et rive gauche. Le quartier de Grenelle est cité vraisemblablement dû à l'installation en 1912 d'une jeune entreprise d'engrenages, celle d'**André Citroën**, au 31 quai de Grenelle. Durant la guerre, de 1915 à 1918, il établit aussi quai de Javel une usine de fabrication d'obus**.**

Ils se regroupent souvent dans certains vieux quartiers des villes et dans les banlieues industrielles. Le XXème arrondissement, au début du XXème siècle, est encore un quartier considéré « périphérique », rattaché depuis moins de cinquante ans à Paris, la population y est ouvrière, les loyers sont peu élevés, c'est donc un quartier où viennent s'établir les travailleurs « coloniaux » nouvellement arrivés.

L'intervention de l'État pendant la Grande Guerre ne consiste pas seulement en une seule politique de la main-d'œuvre mais bien en une politique d'immigration, dans la mesure où il ne s'agit pas seulement, pour l'État, de recruter de la main-d'œuvre, mais encore de mettre en place des formes de régulation du marché du travail et d'instaurer des pratiques s'inspirant notamment du culturalisme ambivalent de « *l'humanisme colonial* ».

« Les premiers repérages d'Algériens en France métropolitaine remontent à la période 1914-1918 avec 80 000 individus présents en France, selon le sociologue Mohand Khellil, dont 87 % provenaient des deux départements kabyles, Tizi-Ouzou et Constantine […] L'émigration algérienne est donc éminemment kabyle », nous informe-t-il dans son étude « Kabyles en France, un aperçu historique », publiée dans la Revue « Hommes et Migrations », septembre 1994. Soit bien antérieure à l'immigration algérienne plus massive des années 1950.

A partir des années 50

En 1934, la Kabylie fournissait les 3/4 des émigrés et en 1950, 50 à 60 % des travailleurs algériens partis travailler en France étaient d'origine kabyle.

L'importance et la régularité de la main-d'œuvre kabyle en France est donc indéniable et de nombreuses traces dans les archives et dans les documents coloniaux le démontrent (notamment dans les nombreux rapports administratifs consacrés aux mouvements migratoires des travailleurs coloniaux).

Dès 1921, plus de 35 000 "sujets" algériens sont recensés en France, leur nombre atteint plus de 85 000 en 1936, avant de redescendre à 72 000 à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

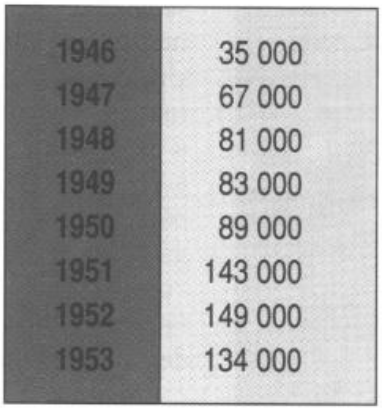
L'immigration de l'entre-deux-guerres reste une immigration de travail, masculine et jeune, rythmée par de nombreux allers-retours (le solde migratoire est même négatif au début de la crise économique des années 1930). Ce fort courant migratoire suscite des critiques en Algérie, de la part des autorités, mais aussi de la part des entrepreneurs ou colons inquiets de voir la main-d'œuvre quitter l'Algérie.

La Seconde Guerre mondiale a vu l'arrêt des flux de travailleurs tandis que les troupes algériennes ont payé un lourd tribut à la lutte contre le nazisme et à la Libération de la France.

Les départs vers la métropole reprennent à partir de 1946, facilités par la loi du 20 septembre 1947. Même si elle ralentit légèrement dans un premier temps les nouvelles entrées, la guerre d'indépendance ne marque aucun temps d'arrêt dans les migrations algériennes. Au cours des huit années de conflit, le nombre des Algériens présents en France passe de 211 000 en 1954 à 350 000 en 1962.

Les régions de départ se diversifient. La Kabylie reste en tête, suivie par les départements d'Oran, Constantine, les Aurès, Tlemcen… les hommes émigrent de plus en plus avec leurs familles (7000 familles en 1954, 30 000 en 1962).

Tableau tiré de l'article « Kabyles en France », un aperçu historique, Mohand Khellil



1946	35 000
1947	67 000
1948	81 000
1949	83 000
1950	89 000
1951	143 000
1952	149 000
1953	134 000

Répartis comme suit pour l'année 1950 :

Départements	Nombre total d'émigrés algériens	**Nombre d'émigrés de Grande et Petite Kabylie**
Seine	12 062	9 349
Bouches-du-Rhône	2 292	2 292
Moselle	1 587	1 422
Rhône	1 299	1 299
Nord	2 304	1 295
Gard	956	835

… aujourd'hui dans le XXème

Sur le site Gralon, sont notées 28 associations Kabyles à Paris, dont on voit ici la répartition et une concentration réelle sur et autour des XIXème et XXème arrondissements de Paris.

Comme par exemple :

Association des Kabyles des deux rives pour l'entraide et le développement Akred
42 Rue des Orteaux 75020 Paris
Actions, Communauté, Économique, entraide, Solidarité, village

Agir pour la Kabylie,
Domiciliée chez un particulier
25 Rue des Vignoles 75020 Paris

Association MATOUB LOUNES mémoire et transmission
26 Rue des Rigoles 75020 Paris
https://www.lounesmatoub.org/
association créée par Nadia Matoub, veuve de Lounès Matoub

Kabylie équitable
58 Rue des Vignoles 75020 Paris
Commerce équitable, Emission de radio, Environnement, télévision

Mais surtout :

L'ACB – Association de Culture Berbère
http://www.acbparis.org/
37 bis rue des Maronites
75020 Paris
Depuis 1979, l'ACB est la pionnière des associations berbères à vocation socioculturelle à but non lucratif. L'originalité de l'ACB est son action pour le rayonnement de la culture berbère dans ses multiples dynamiques et ses évolutions, tant géographiques que générationnelles.
Accompagnement juridique, social, administratif

L'ACB-Paris est une association loi 1901, reconnue d'intérêt général, agréée Jeunesse et Education populaire (N°75 JEP 03-12) et enfin depuis 2017 Espace de vie sociale ou EVS qui marque pour la CAF son implantation et son implication locales. C'est dire si cette association à vocation culturelle – berbère - a su devenir une petite « institution » dans l'arrondissement et au-delà. Sans doute est-ce dû à son investissement dans la vie associative

et citoyenne du quartier de Ménilmontant, et ce depuis les années 80, à ses engagements et à ses principes toujours maintenus pour la liberté de conscience, le respect du principe de non-discrimination, l'égalité femmes-hommes ou encore le souci des plus jeunes : depuis leur scolarité et l'aide à la parentalité jusqu'à une transmission culturelle et linguistique ouverte, soucieuse non de développer un particularisme mais de s'inscrire, ici et dans le présent et de fournir les outils pour pouvoir vivre et partager ses appartenances – et ressources – plurielles.
L'ACB c'est déjà et un peu l'histoire de Ménilmontant, celle qui s'ouvre, peut-être, du côté du 45 boulevard de Ménilmontant avec la fraternité d'Eugène et d'Aziz, l'ex communard et le ci devant insurgé kabyle de 1871 et se poursuit au Père Lachaise, là où repose le chanteur Idir et où se perpétue, pour l'éternité, son message de Kabyle inscrit dans l'universalité. Voilà du moins quelques-unes des figures tutélaires de cette association du XXe arrondissement.

Quant aux lieux de convivialité, les « bistrots » en particulier, remontons à la fin des années 50. A l'époque, les bougnats – nom donné aux Auvergnats montés à Paris – sont cafetiers et règnent sur un empire constitué d'hôtels, de restaurants et de bars de la capitale. Peu à peu, ils cèdent certaines affaires de l'est parisien aux Kabyles. L'indépendance de l'Algérie n'arrête en rien le processus. Avant 1962 et les Accords d'Evian, seules les personnes de nationalité française pouvaient disposer de la licence IV, permettant de vendre de l'alcool à consommer sur place. Pour éviter la perte de leur licence aux cafetiers déjà installés à Paris, l des négociations antérieures amènent à ce que les ressortissants algériens soient exemptés de la condition de nationalité. C'est ainsi que les Kabyles commencent à acheter de plus en plus de cafés aux Auvergnats.

Pour la première génération d'hommes venus travailler à Paris, les cafés tenus par les Kabyles étaient des lieux de vie pour ces immigrés qui se retrouvaient isolés. Les ouvriers se retrouvaient dans ces bistrots après le travail, ou même ils habitaient dans l'hôtel au-dessus, ils pouvaient profiter du téléphone pour appeler les leurs en Algérie, ils y recevaient leur courrier, ils pouvaient bénéficier du soutien de personnes lettrées, sorte d'écrivain public, pour écrire à leur famille. Les arrière-salles servaient aussi à accueillir les « *djeema* », ces assemblées hebdomadaires qui les aidaient à supporter l'exil. Conseils de village à l'origine ayant une fonction à la fois juridictionnelle, législative et sociale, ils sont un lieu de décisions sur diverses ou questions touchant à la vie sociale, politique et économique. Ces assemblées avaient principalement une fonction de rapatriement des personnes décédées en France, et des travaux d'intérêt général dans leur village d'origine.

Il ne faut pas oublier les chanteurs berbères et particulièrement kabyles qui viennent dans ces cafés pour resserrer le lien de ces immigrés avec leur terre natale, et conserver la culture kabyle. Cette production de la diaspora berbère ou amazighe est ainsi ancrée dans la langue vernaculaire des chanteurs, le **tamazight** ⵜⴰⵎⴰⵣⵉⵖⵜ. Les auteurs utilisent et promeuvent la variation linguistique spécifique à leur région d'origine. Si la critique sociale et la douleur de l'exil sont toujours présentes, notamment dans la production de la première génération des immigrés représentée par Slimane Azem, un grand nombre des chansons peuvent être qualifiées de « chansons de protestation ». Chanter en kabyle contribue pour les musiciens kabyles au maintien de leur langue et participe à la résistance à l'arabisation imposée au Maghreb. En France, les chanteurs de la diaspora kabyle sont Slimane Azem, Idir, Lounis Aït Menguellet, Lounès Matoub, Ferhat Mehenni, Karima, Malika Domrane, le groupe Djurdjura et bien d'autres. Voir La chanson kabyle en immigration : une rétrospective, Mehenna Mahfoufi, dans "Hommes & Migrations" 1994 n° 1179 pp. 32-39

Parmi les plus anciens cafés :
Le Berbère Café devenu Le Berbère Rock Café, au coin du passage Dagorno
Ighouraf, à l'angle des rues des Vignoles et Buzenval
La Cantine des Hommes libres, rue des Maronites

Lire
Une communauté aussi bien enracinée que mal connue,
Avec les Kabyles de Ménilmontant, par Arezki Metref

Cette première génération fait tourner de modestes affaires, alors que la génération suivante, qui a repris la main dans les années 1990-2000, développe des affaires beaucoup plus prospères, face à la gentrification du quartier. Dans le XXème, ces restaurants, bars et autres cafés tenus par des familles kabyles sont pléthore.

Elle reprend peu à peu des lieux mythiques en conservant leur âme historique comme, par exemple :

les Folies, anciennement les Folies-Belleville

Ou elle rénove les cafés de quartier pour en faire des lieux fréquentés par la nouvelle population du XXème arrondissement :

les Ours,
les Rigoles,
Mr Culbuto
Les nouveaux sauvages,
… et bien d'autres !

Les Kabyles de Belleville à Charonne, une histoire d'un siècle et demi qui continue à s'écrire …